

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUFARM

Grande Allée Zone industrielle secteur C
Notre Dame de la Garenne
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ERA.2025.03.99.SG
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement NUFARM implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif est de tester la réactivité et les mécanismes du site NUFARM afin d'estimer la suffisance des moyens humains et matériels pour faire face à un accident majeur de type incendie. L'inspection a profité de l'organisation d'un exercice POI interne pour réaliser la visite. Il est rappelé que l'inspection est réalisée par sondage, que l'inspection s'est positionnée au Poste de commandement Exploitant, par conséquent la mise en œuvre des moyens n'a pas été observée sur le terrain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 - Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions spécifiques	Code de l'environnement du 06/11/2024, article R515-100	Sans objet
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V	Sans objet
3	Protection des populations	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.9.1	Sans objet
4	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'exercice, l'inspection a observé au sein du Poste de Commandement Exploitant, la mise en œuvre du Plan d'Opération Interne (POI) du site dans le cadre d'un scénario choisi par l'exploitant : Déclaration d'un feu au bâtiment A02 suite à la perte de confinement sur un fût de produit.

L'inspection a établi une liste de constats et d'observations au regard de la définition des fonctions et des fiches réflexes en sa possession. Il conviendra que l'exploitant prenne en compte ces observations dans la mise à jour de son POI, qu'il transmettra au SDIS et à l'inspection.

L'inspection rappelle l'échéance de mise à jour du POI, et précise que l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées, mentionne les éléments devant se trouver dans le POI. Notamment, le POI doit comporter :

- Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent

arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

- Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

L'inspection invite l'exploitant à solliciter régulièrement le SDIS dans le cadre des exercices POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/11/2024, article R515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : <i>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</i>
Constats : L'établissement dispose d'un plan d'opération interne daté du 05/07/22. Dans les faits, l'exploitant n'a pas transmis ce POI en 2022, la version présente au sein de l'inspection étant celle de 2020. Conformément à la réglementation, le POI devra être mis à jour du POI au plus tard pour le 05/07/25. Le site est conforme à l'heure. L'exploitant transmettra le document à l'inspection des installations classées et au SDIS par voie électronique et papier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu
Prescription contrôlée : <i>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</i> <i>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</i> <i>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</i>
Constats :

L'exploitant a choisi le scénario d'incendie d'une nappe de produit au bâtiment A02.

L'inspection a fait les **constats suivants** au sein du poste de commandement:

La sirène POI est déclenchée par l'agent de sécurité au poste de garde.

C'est l'agent de sécurité qui contacte les secours extérieurs sur demande du PCEx.

L'organisation du poste de commandement s'est révélée conforme à l'organigramme. Chaque personne a rapidement pris ses fonctions via la mallette POI présente dans la salle.

L'ensemble des faits a été rapporté sur le paperboard. Un plan du site est affiché.

Le sens du vent a été relevé, permettant de statuer sur l'emplacement du poste de commandement. L'impression des effectifs est immédiatement effectuée pour lancer l'évacuation.

L'inspection a constaté qu'un agent logistique a été envoyé au poste de garde pour l'accueil des secours.

L'inspection note à titre d'exemples :

Le DOI :

- communique via un poste fixe
- a fait vérifier la fermeture de la vanne VM1 de rejet en Seine
- sort de la salle pour rendre compte au groupe NUFARM

Le chef PC :

- a réalisé des points de situation toutes les 15 minutes
- a animé la cellule de crise, avec affichage de la check list tactique et de la check list de prise de fonction.
- a coordonné le recensement du personnel et des personnes extérieures
- s'assure, 40 minutes après le déclenchement du POI, du remplissage de la rétention de 800m³.

Le chargé de communications Autorités a contacté les autorités, dans un bureau isolé.

Le COI sur le terrain définit la stratégie d'intervention en lien avec le chef ESI. Le COI :

- confirme les ESI présents sur site
- rend compte des informations au poste de commandement, via le talkie walkie du chargé d'intervention
- réalise le contrôle des fumées par des tests DRAGGER ; Il demande la mise à disposition de canisters, un agent est envoyé chez le site Seveso voisin avec qui NUFARM a conclu un accord.
- communique les avancées du sinistre et de la mise en œuvre des moyens.

La stratégie en lien avec le scénario choisit consiste en la protection des parcs voisins par des queues de paon. Le document précise également des coupures électriques, et que des containers doivent être évacués autour de l'atelier, ce dont il n'a pas été fait mention pendant l'exercice.

- à l'arrivée des canisters, une mesure est réalisée ; l'exploitant simule l'absence de fumées toxiques émises.

A l'issue de l'exercice, l'inspection apporte quelques **observations** à l'exploitant :

L'inspection note dans la version 2020, que l'annexe « Fonction chef Pc » est elle-même décomposée en annexe, ce qui peut rendre difficile la lecture et la compréhension.

<p>Si la check list tactique s'assure du relevé du niveau du bassin de rétention, un seul relevé semble être réalisé. Cependant, il ne faut pas exclure la possibilité d'un feu durable, rendant nécessaire plusieurs relevés de niveaux. L'exploitant peut s'interroger selon les scénarios sur les temps de remplissage, et déterminer le cas échéant des fréquences de contrôle.</p> <p>Il convient, outre les check list existantes, de vérifier l'adéquation des moyens déployés avec la stratégie d'intervention définie dans le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alerte par sirène</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention.</i></p> <p><i>Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</i></p> <p><i>Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</i></p> <p><i>Les sirènes ainsi que les signaux d'alerte et de fin d'alerte répondent aux caractéristiques techniques définies l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte.</i></p> <p><i>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir les sirènes dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.</i></p> <p><i>En liaison avec le service interministériel de défense et de protection civile et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en « vraie grandeur » en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'annexe 1 du POI de 20250 précise que «Les sirènes sont alimentées à partir du réseau 220 volts (non secouru) des différents ateliers.» , ce qui constituerait une non conformité vis à vis du texte susvisé.</p> <p>En réponse, l'exploitant indique que la sirène est effectivement secourue et transmet suite à la visite l'attestation de conformité du 25 mars 2025 du prestataire. Celle-ci précise que la sirène est secourue par deux batteries dont l'autonomie est de 20 minutes en fonctionnement et 7 jours en veille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI doit être mis en cohérence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</i> - <i>l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</i> - <i>la formation du personnel intervenant,</i> - <i>l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</i> - <i>l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,</i> - <i>la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),</i> - <i>la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</i> - <i>la mise à jour systématique du P.O.I en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</i>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur les exercices POI et la formation des ESI (équipiers de seconde intervention) du site :</p> <p>L'exploitant a un objectif de 4 exercices par an, complété par des exercices documentaires.</p> <p>L'inspection note que la réalisation du briefing en fin d'exercice est une bonne pratique sur laquelle capitaliser.</p> <p>L'exploitant a transmis après visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les compte-rendu des exercices POI de février et mars 2025 ; - la liste des 14 ESI du site, dont 2 chefs d'équipe ESI ; - les certificats de formation des 14 ESI (formation initiale ou renouvellement) dispensées par le CNPP en janvier et mars 2025. <p>L'inspection note en conséquence, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les compte-rendu précisent le bilan de l'exercice et le plan d'actions correctives ; - les moyens humains présents sur le site ne sont pas en cohérence avec le POI, qui mentionne 20 ESI/ 3 chefs d'équipe ESI.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI doit être mis en cohérence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite